

Choisir la cause des femmes

Entretien avec Zahira Kamal

Ministre palestinienne des Droits des femmes, elle donne à CHOISIR sa première interview.

Le 12 novembre dernier, Zahira KAMAL a été nommée Ministre chargé « des Affaires des femmes » au sein de l'Autorité palestinienne. C'est une première. A 59 ans, cette diplômée de Physique-Chimie (célibataire et sans enfant) s'est engagée dans le combat politique quand elle était étudiante. Aujourd'hui, elle affiche une ambition pour son ministère : pousser les jeunes femmes palestiniennes à entrer en masse dans la vie active et à devenir « visibles » dans la société palestinienne.

CHOISIR : Vous êtes l'une des deux femmes ministres du gouvernement palestinien d'Ahmad Koreï et la première en charge des « Affaires des femmes » depuis que l'Autorité palestinienne existe, cela veut-il dire que Yasser Arafat a mis quelques années à se laisser convaincre de l'importance de la cause ?

ZAHIRA KAMAL : (Rire). Ce n'est pas le problème de Yasser Arafat, c'est le problème de tous les responsables politiques et de l'état de préparation de la société. Dès 1994 (NDLR : mise en place de l'Autorité Palestinienne), des femmes engagées comme moi ont demandé qu'il y ait un ministère ou tout au moins un comité national pour les femmes. Les hommes politiques de l'époque ont refusé. Nous avons persévéré. Et l'idée s'est finalement imposée. Les femmes elles-mêmes ont fait du « lobbying » car elles ont compris la nécessité d'un tel ministère.

CH : Pourquoi vous à ce poste, avec votre profil de scientifique ?

Z.K. : J'ai travaillé dans un collège de formation des maîtres et tous les étudiants étaient des réfugiés. Dont de nombreuses femmes qui, comme réfugiées, avaient subi de fortes discriminations à tous les niveaux. J'ai beaucoup appris sur elles. Et, par ailleurs, j'ai commencé à militer au sein de la « Federation of Women's Action ». Ensuite, au ministère du Plan où j'ai passé sept ans, j'ai été chargée de plusieurs programmes de développement social.

CH : Les hommes vous prennent-ils au sérieux comme ministre femme ?

Z.K. : On me prend au sérieux depuis déjà plusieurs années, depuis que j'ai été l'une des dirigeantes du deuxième parti palestinien, le FDLP, dans les années 90. Et quand vous dirigez un parti mixte, on vous prend au sérieux. Comme ministre, j'ai des relations d'égal à égal avec mes collègues. Ils écoutent ce que j'ai à dire.

CH : Diriez-vous que la situation socio-économique des Palestiniennes est pire que celle des hommes ?

Z.K. : Oui. Il y a un énorme fossé entre hommes et femmes, en particulier économique. Dans le domaine de l'éducation, 45 % des étudiants sont des étudiantes mais le fossé se creuse dans certaines matières et surtout lorsqu'on atteint un niveau d'éducation élevé. Le problème c'est que les jeunes femmes ne réinvestissent pas leur savoir dans la recherche d'un emploi. Et du coup, l'emploi féminin ne représente que 12 % du marché de l'emploi. C'est le taux le plus bas du Moyen-Orient. Et c'est cela que je veux vraiment essayer de changer. Car nous avons 66 % de la population palestinienne qui vit en dessous du seuil de pauvreté. Il faut que les familles comprennent que le niveau éducatif de leurs enfants doit se traduire en termes d'emploi et de

développement. Parce que si les femmes restent économiquement dépendantes, les discriminations continueront.

CH : Quel est le rôle spécifique des femmes dans l'actuelle Intifada ?

Z.K. : Les femmes souffrent terriblement de l'occupation israélienne. Encore plus que durant la première Intifada. Car il y a maintenant les destructions de maisons, un nombre de tués et de blessés très élevé. Et les femmes doivent de plus en plus veiller à la survie de la famille quand il n'y plus de maison, plus de père, plus de fils. C'est leur responsabilité majeure.

CH : Sont-elles politiquement plus impliquées qu'avant ?

Z.K. : Non, je ne dirais pas ça. Avant les accords d'Oslo, il y avait bien plus de militants, hommes et femmes, dans les partis. Après Oslo, les gens ont eu le sentiment que l'occupation pouvait se terminer. Et beaucoup ont décidé de se désengager politiquement pour s'occuper d'eux-mêmes. Aujourd'hui, il s'agit avant tout de construire notre propre pays, la Palestine, et le sentiment le plus répandu est que cela ne passe pas forcément par les partis mais plutôt par le développement de chacun, par le secteur privé, par le travail, etc... En revanche, il y a des grands débats sur la place véritable que les partis sont prêts à accorder à l'action spécifique en faveur des femmes et de la réponse des partis dépendra l'envie des femmes de se réengager politiquement ou non.

CH : Que ressentez-vous face au phénomène des femmes kamikazes ?

Z.K. : Pour moi, ce n'est pas un phénomène. Ce sont des cas isolés et heureusement peu nombreux. J'espère qu'ils le resteront. En même temps, les femmes comme les hommes font partie d'une communauté harcelée quotidiennement par l'armée israélienne. Les Israéliens imaginent que leur pression va conduire les Palestiniens à quitter ce pays.

Mais certains choisissent plutôt de quitter ce monde, car ils n'y voient pas d'avenir pour eux. Et ils croient aller vers un monde meilleur, vers une deuxième vie. Je suis très triste pour ces gens, souvent jeunes, qui se suicident et laissent des familles désemparées. Je me sens triste aussi pour ceux qui sont tués. Ce qui me frappe c'est de voir que chacun et chacune de ces « kamikazes » ont toujours une histoire personnelle terrible derrière eux. Qu'ils ont gravement souffert des israéliens, qu'ils ont souvent perdu plusieurs proches, un fiancé, un frère, bref qu'ils ont en eux une douleur et une colère profondes. Et comme ils généralisent tout de suite, comme ils ne voient plus seulement le soldat israélien qui a tué un de leurs proches mais ils voient l'occupation, les Israéliens, il y a donc un désir de revanche, de vengeance. Attentat-suicide, puis représailles israéliennes puis vengeance à nouveau : c'est la spirale de la violence sans fin.

CH : Comment expliquez-vous le retour en force du voile chez les femmes des territoires ?

Z.K. : Ce n'est pas une tendance nouvelle. En 1985, dans la bande de Gaza, on ne voyait pas une seule femme non voilée, aujourd'hui on peut en trouver quelques-unes. Mais il faut bien voir que nous vivons ici dans une société conservatrice. Les chrétiens sont conservateurs, les musulmans sont conservateurs et les juifs sans doute plus encore que nous. Allez dans le quartier juif de la Vieille Ville de Jérusalem et vous verrez que les femmes comme les hommes sont presque tous « couverts ». Les Palestiniens ne sont pas aussi rigoureux de ce point de vue là. Ce qui me fait le plus peur, c'est lorsque les esprits sont « voilés ». Le reste peut relever de la mode ou de la croyance personnelle. Mais si on a un voile dans sa tête, alors c'est tout le problème des compromis et des évolutions qu'on est susceptible de consentir plus tard – sur la famille, sur la vie sociale, sur le respect des lois – qui est posé.

CH : Le récent débat sur la laïcité en France a provoqué des manifestations au Proche-Orient contre la loi interdisant les signes religieux « ostensibles » dans l'enceinte de l'école publique... Comment avez-vous vécu cette polémique très française ?

Z.K. : On a toujours regardé la France comme un Etat démocratique, issu de la Révolution, respectant la liberté d'opinion, et où les gens peuvent vivre ensemble, quelle que soit la croyance de tel ou tel. Avec ce débat et cette loi, j'estime que la France a perdu cette image là. Pour moi, il n'y a pas de différence entre interdire le port de signes religieux et forcer les gens à porter certains signes religieux. C'est la même chose. Dans les deux cas, c'est aller contre la volonté de chacun. En Iran, on oblige les femmes à s'habiller d'une certaine façon. En France, à cause de leur religion, on

oblige les gens à agir contre leur volonté. Contre leur liberté de choix. Et tout cela risque de conduire des parents à ne plus envoyer leurs filles à l'école publique mais à les mettre dans des écoles communautaires qui deviendront de véritables ghettos au sein de la société française. Tout cela est contradictoire avec la diversité et le pluralisme. Donc, j'ai le sentiment que la France vient de renoncer à ce goût de la diversité qui faisait sa spécificité.

CH : Vous imaginez que l'avortement puisse un jour devenir légal en Palestine ?

Z.K. : C'est un débat que nous avons. Tout dépend de l'origine de la grossesse ou des conséquences qu'elle peut avoir. S'il s'agit d'une grossesse consécutive à un viol ou à un cas d'inceste, si la santé de l'enfant à naître est menacée ou si bien sûr la vie de la mère est en danger. Nous réfléchissons à la nécessité d'autoriser l'avortement dans tous ces types de cas. Et je crois qu'une telle réforme serait acceptée.

CH : L'initiative de Genève pourrait-elle se transformer en véritable plan de paix ?

Z.K. : Comme son nom l'indique, l'initiative de Genève est une initiative. Elle fait déjà mentir Sharon qui affirme qu'il n'y a pas de partenaire en face de lui. Elle peut être le point de départ, la base d'une négociation. C'est un document sur lequel on peut discuter. Et il y a déjà des points d'accord. Il y a des sujets chauds, comme le sort de Jérusalem, qui ne sont pas résolus par Genève. Mais il y a des éléments de débat pour permettre aux Israéliens et aux Palestiniens de se rasseoir autour d'une même table. Rien que pour cela, on peut déjà dire merci aux auteurs de l'initiative.

CH : La paix sur laquelle les hommes ont jusqu'à présent échoué, peut-elle passer par les femmes ?

Z.K. : Les femmes essayent depuis longtemps de faire ce qu'elles peuvent. Dans la discrétion. Des Israéliennes et des Palestiniennes avaient d'ailleurs commencé à discuter ensemble dès 1989, bien avant la rencontre de Madrid. Et nous continuons aujourd'hui, à travers deux centres de recherches, sur des sujets très variés. Nous en sommes maintenant arrivés à 14 points d'accord très différents. Et j'ai l'impression que nous allons beaucoup plus loin que les autres négociateurs. Ce n'est pas facile mais c'est un travail qui se fait étape par étape. Notre nouvelle idée c'est de constituer un Comité international des Femmes pour la Paix en faisant appel à des femmes du monde entier pour nous aider.

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Emmanuel Faux, à Jérusalem.